

"Le Parlement bosniaque demande des modifications" dans Le Monde (31 août 1993)

Légende: Á la suite d'une nouvelle proposition de partage de la Bosnie en trois États ethniques, divulguée le 20 août 1993 par les médiateurs onusiens Thorvald Stoltenberg et David Owen, le quotidien français Le Monde présente les réactions nuancées des autorités musulmanes bosniaques.

Source: Le Monde. 31.08.1993. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_parlement_bosniaque_demande_des_modifications"_dans_le_monde_31_aout_1993-fr-fd5c2081-ad14-4468-8d16-025fb3d59cc8.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Le Parlement bosniaque demande des modifications

«Inacceptable, mais...». Après deux jours de réunion, le Parlement bosniaque, plutôt favorable à un «non» au plan de partage de la Bosnie-Herzégovine, a finalement donné, dimanche 29 août, une réponse légèrement «corrigée» par la présidence bosniaque. Comme l'avait préconisé le président Alija Izetbegovic, c'est un «oui, mais».

Samedi soir, lors de la session à huis clos du Parlement, le président bosniaque, qui avait dû écouter une longue litanie de rappels de principes ainsi qu'une suite de discours contre la division ethnique du pays, a perdu patience. Il est monté à la tribune pour répliquer à un juriste, rapporte le quotidien de Sarajevo, *Oslobodenje*. «*Vous croyez que nous ne connaissons pas ces principes, que nous pouvons arrêter les chars de Mladic [le chef des forces serbes] avec des principes de droit*», aurait-il dit. Peu après, les députés ont levé la séance, laissant le soin à la présidence de rédiger le texte final. Bien que cela ne soit pas explicitement mentionné dans le communiqué, les députés ont dû accepter le principe de division de la Bosnie en une Union de trois Républiques, même s'ils ont refusé de signer ce qu'ils jugent, comme le président Izetbegovic, être une «capitulation». Le Parlement exige que l'«Union» et la future mini-République bosniaque soient viables, afin que la division ne soit pas un simple prélude à une absorption pure et simple dans une «Grande Croatie» et une «Grande Serbie». «*Nous ne pouvons signer un accord qui menacerait la survie de l'État bosniaque*», explique-t-on. Les conclusions du Parlement semblent le fruit d'un compromis entre les «durs» qui, au nom des principes, prônaient le rejet du plan Owen-Stoltenberg et les «modérés», qui plaidaient, au nom du réalisme, pour une quasi-acceptation. Le communiqué final, mis au point par la Présidence, comporte un nombre réduit, en égard aux revendications de départ de l'Assemblée, de «demandes» plutôt générales, qui ont été ramenées à sept.

Outre l'arrêt immédiat des combats et l'ouverture de routes pour les convois humanitaires, le Parlement demande des «*assurances que la Bosnie [la future Union des trois Républiques] continue d'exister comme État, comme sujet de droit international, avec les éléments-clés qui permettront de faire fonctionner l'Union comme un État*». Divergences au sein de la direction. Mais ces «*éléments-clés*», comme la monnaie commune exigée par beaucoup de députés, ne sont pas mentionnés. Le Parlement «demande» aussi des «*corrections à la carte*», sans toutefois parler d'autre chose que d'un «*accès à la mer pour la future République de Bosnie*», issue de la division de l'ex-Bosnie. La Bosnie orientale, ouvertement revendiquée par le président Izetbegovic, n'est pas non plus spécifiquement mentionnée.

Les députés exigent encore qu'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU donne «*des garanties réelles*», c'est-à-dire, précisent-ils, des assurances des États-Unis et de l'OTAN, qu'un éventuel accord soit appliqué et respecté. Sous la pression des États-Unis, qui semblent avoir donné des garanties de sécurité à un futur mini-État bosniaque, le président Izetbegovic avait été négociateur, début août à Genève, un partage qu'il avait longtemps refusé. Tentatives d'arracher d'ultimes concessions ? Refus poli ou acceptation à demi-mot ? La réponse ambiguë du Parlement, présentée comme «unanime», dissimule mal des divergences au sein de la direction bosniaque, soumise aux signaux contradictoires et changeants de la communauté internationale, notamment des États-Unis. L'un des rares orateurs de l'Assemblée à avoir plaidé pour une «*décision raisonnable*», un académicien de Sarajevo, avait souligné que «*les médiateurs, la communauté internationale mais aussi le peuple bosniaque, attendent de nous une décision, une conclusion, une signature, un oui ou un non*». Jugeant qu'il y avait peu de changement à espérer, l'académicien avait dit que d'éventuelles demandes de modifications du plan Owen-Stoltenberg «*devaient être minimales pour avoir une chance d'être acceptées*». Sa voix était isolée, au milieu d'un concert de discours de principes, de dénonciations du plan «*qui récompense l'agresseur et la purification ethnique*», de proclamations des frontières historiques et éternelles de la Bosnie, d'appels à la mobilisation générale.

Voulant éviter la capitulation contre la paix, le «oui, mais» à la division de la Bosnie, arraché par la présidence, paraît déjà beaucoup aux partisans de l'État unitaire. Mais il n'évitera peut-être pas la poursuite, voire une intensification, de la guerre, que beaucoup, les militaires bosniaques les premiers, jugent inévitable. «*Nous avons les principes de notre côté, ils [les Serbes et les Croates] ont la réalité*», avait déclaré le président Izetbegovic à l'ouverture de la session, avant d'ajouter : «*Ils ont les armes, nous avons le peuple. Nous sommes dans une situation très difficile, mais eux aussi. Nous n'avons pas perdu la guerre, ils*



ne l'ont pas gagnée.»